

Saint-Mandé le 20 novembre 2009

COMMUNIQUÉ DE PRESSE: L'APPEL DE SAINT-MANDÉ

La Fondation des Territoires de Demain, aux côtés d'Affaires & Convivialité et de tous nos collègues travaillant sur la genèse de l'économie de la connaissance lance, à la fin de cette journée, un appel pressant aux pouvoirs publics : l'expertise française est aujourd'hui largement absente des grands séminaires internationaux, et ceci notamment en termes de définition des normes qui vont façonner l'économie des territoires de demain. Nous en sommes absents d'abord au travers de notre langue pour laquelle nous témoignons souvent d'une inexcusable lâcheté.

Nous en sommes absents en n'assurant en rien la promotion numérique de notre culture et de l'horizon culturel francophone de manière générale: lire un livre français sur les livres électroniques aujourd'hui proposés relève de l'exploit. La France n'aurait-elle plus d'éditeurs? Nous sommes surtout absents des lieux où l'on parle du futur et singulièrement du futur des produits et des services, et là il faut bien se rendre compte que nous fragilisons encore plus les acteurs de l'innovation et des territoires qui portent et accompagnent les entreprises aujourd'hui en développement.

Tout n'est pas une question de financement, mais aussi de volonté collective. Nous en appelons donc solennellement, en votre nom à tous, au Président de la République et aux représentants du gouvernement à qui nous communiquerons dès demain le présent message, pour qu'une impulsion soit donnée en ce sens. Pour cela, il convient d'urgence de rassembler les acteurs les plus concernés et les plus conscients de cette situation. Si les représentations françaises partout dans le monde nous y aident, nous pouvons en effet reconquérir une véritable visibilité.

Notre prochaine rencontre a ainsi lieu le 15 décembre prochain à Budapest, avec pour objet la création, sur les questions relatives à l'Internet du futur, d'une Communauté d'Innovation et de Connaissance animée par des responsables français. Je convie donc tous les acteurs qui peuvent être concernés par une telle démarche à nous rejoindre et les instances publiques à nous soutenir.

Les prochaines semaines vont en effet être décisives sur ce sujet et de nombreux autres si nous voulons par exemple contribuer à mettre en œuvre l'un des chantiers récemment désignés comme prioritaire par la DIACT-DATAR: permettre aux territoires d'adapter la production de connaissances en œuvre sur leur sol à leurs objectifs d'attractivité économique.

IL EST URGENT D'AGIR!

